

LA PLACE DES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL Marseille au XIX^e siècle

Le sujet n'est pas neuf. L'Association les Femmes dans la Ville (AFV) en effet s'y intéresse depuis ses origines. Deux ans à peine après sa création, lors de son premier colloque organisé en 1991, j'ai déjà présenté une communication sous le titre: « Femmes et travail au XIX^e siècle, la ville au féminin »¹. J'y montrais que les travailleuses marseillaises, souvent évoquées dans les textes littéraires, ont fait l'objet de bien peu d'études spécifiques concernant l'importance et les réalités de ce travail. J'y montrais aussi la possibilité pour combler ces lacunes d'utiliser les statistiques dont dispose l'historien à partir du XIX^e siècle, notamment les recensements quinquennaux de population. Mais je n'éluais pas le problème lié à cette source qui n'est pas très satisfaisante, pour les femmes du moins, du fait de la sous-estimation générale du travail féminin longtemps noyé dans des rubriques peu pertinentes, « aidantes », « épouse », « membre de la famille », « profession inconnue ou non constatée », etc. Ce faisant, j'étais déjà dans « la problématique du genre, dans la perspective comparative et relationnelle à l'échelle de la ville » que Linda nous propose d'explorer aujourd'hui. Lors de cette rencontre, Phyllis Stock-Morton et Régis Bertrand ont présenté aussi leurs travaux sur des métiers féminins, l'un sur les santonnères, l'autre sur les sages-femmes².

En 1993, lors du deuxième colloque de l'association, notre collègue belge Éliane Gubin présentait également une communication: « Travailler dans une grande ville: Marseille et Bruxelles, 1850-1960 »³. Cette communication a été rédigée à partir d'un travail que nous avons réalisé en commun lors de mon séjour à l'Université Libre de Bruxelles. Les recensements marseillais et leur équivalent belge, les registres de population, constituaient

1. AFV, *Marseillaises, les femmes et la ville*, Paris, 1993, p. 278-283.

2. *Idem*.

3. AFV, *Les Femmes et la ville, un enjeu pour l'Europe*, Bruxelles, 1993, p. 19-42.

précisément la base de cette étude. Après avoir justifié la pertinence de la comparaison entre les deux grandes métropoles, Éliane Gubin revenait sur « les pièges de la statistique » et « l'impossible comptage du travail féminin ». Elle tentait cependant de dresser un tableau comparatif de l'ampleur de ce travail, de ses caractéristiques et de son évolution sur plus d'un siècle. Pour conclure, elle posait la question du rôle de la ville comme lieu d'émancipation pour les femmes : « la ville serait-elle un lieu où le travail féminin devient plus visible, un creuset de mixité par le travail, un lieu d'accession au salaire et donc l'amorce de l'autonomie économique mais aussi un lieu qui forge une nouvelle identité de la femme au travail ? »

Dans ce même colloque, deux autres études concernaient le sujet qui nous occupe, l'une de la sociologue Anne-Marie Daune-Richard sur « Les femmes et le travail à Marseille aujourd'hui » (donc il y a 15 ans), l'autre de Marie-Christine Bouton sur « Les femmes médecins du travail à Marseille ». La communication de Régine Goutalier, sur un thème voisin mais plus général « Tunisiennes à Marseille, les incertitudes de l'adaptation » est également à signaler⁴.

Un certain nombre de mémoires d'étudiants ont aussi été initiés sur le travail des femmes à Marseille dans le cadre de la licence et de la maîtrise en Histoire des Femmes à l'Université de Provence. Cette « unité de valeur » a été créée par Yvonne Knibiehler, qui fut aussi la fondatrice et pendant de longues années la présidente de notre association. J'ai enseigné à ses côtés en licence et maîtrise puis assumé sa succession en histoire contemporaine. Nous avons donné des mini-mémoires de licence et des mémoires de maîtrise sur les premières femmes médecins, les premières avocates, les premières magistrates, les dames des Postes, mais aussi sur des couturières, des commerçantes, des institutrices, des ouvrières de la Solmer, des sages-femmes, etc. Il est juste de signaler aussi quelques travaux réalisés dans d'autres cadres d'études comme « Les Ouvrières de Marseille de 1879 à 1914 » (dir. Paul Allard) ou « Les Militantes et syndicalistes du front populaire » (dir. Antoine Olivesi)⁵.

Parmi cette littérature grise, je ferai une place à part au mémoire de maîtrise de Lydia Koulayan sur le 2^e canton de Marseille en 1891⁶, maîtrise qu'Yvonne Knibiehler et moi-même avons dirigée à l'Université de Provence et que Nathalie Ostroot a utilisée en 2004 dans une très intéres-

4. *Idem.*

5. Tous ces travaux sont consultables à la médiathèque de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme à Aix-en-Provence.

6. *Idem.*

sante étude en anglais sur « La comparaison du travail féminin entre Aix et Marseille à la fin du XIX^e siècle ».

Cette longue recension de ces travaux antérieurs, déjà anciens, est peut-être fastidieuse mais elle n'est pas inutile. Elle montre que l'AFV, à travers ses membres, n'a cessé depuis vingt ans, seule ou presque seule, de s'intéresser à l'histoire du travail féminin à Marseille. Cette nouvelle rencontre s'inscrit donc dans une continuité. Continuité aussi puisqu'il s'agit, on l'a dit, du deuxième volet de cette étude, le premier ayant été consacré, il y a quatre ans à « Bénévolat féminin et travail social ». Continuité enfin puisque dans le dictionnaire des Marseillaises que l'AFV a réalisé en 1999 sous le titre *Marseillaises, vingt-six siècles d'Histoire*⁷, une large part est consacrée au travail féminin : y sont mises en évidence des personnalités qui se sont illustrées dans l'accomplissement d'un métier ou d'une profession et une douzaine de notices collectives sont consacrées aux travailleuses anonymes, bouquetières, *bugadières*, corailleuses, filles du port, artisanes, tripières et autres, au premier rang desquelles les poissonnières dont nous avons retenu l'image pour illustrer notre programme. De nouvelles biographies individuelles ou collectives figureront d'ailleurs dans la nouvelle édition du dictionnaire qui doit paraître prochainement.

PANORAMA STATISTIQUE

Au stade où nous en sommes, il semble donc possible de proposer une sorte de panorama à la fois quantitatif et qualitatif du travail féminin à Marseille, qui pourra servir de toile de fond à d'autres études sur ce même thème. Du point de vue quantitatif et à l'échelle d'une grande agglomération comme Marseille, on ne peut travailler sur les registres nominatifs de recensement que dans le cadre d'une rue, d'un quartier ou, tout au plus, d'un canton. Pour l'ensemble de la ville, il faut avoir recours aux récapitulatifs synthétiques du recensement dont certains tableaux classent la population par professions. Mais du fait des regroupements effectués par les agents recenseurs de l'époque, peu sensibilisés à la question du travail féminin, ceux-ci s'avèrent encore moins fiables et d'une utilisation plus délicate que les documents de base. L'analyse que j'ai menée à partir de plusieurs recensements du XIX^e siècle permet cependant de dresser quelques jalons. Pour ne pas vous assommer de chiffres, je m'en tiendrai aux données de 1891, ce qui facilitera les comparaisons avec les observations faites à Aix à la fin du XIX^e siècle également.

7. AFV, *Marseillaises, vingt-six siècles d'histoire*, Aix-en-Provence, 1999.

La ville compte alors 406 919 habitants contre moins de 200 000 en 1851 : elle a plus que doublé en quatre décennies, ce qui traduit le formidable pouvoir d'attraction du premier port de France et de Méditerranée et de la grande cité industrielle que Marseille est devenue. Les femmes représentent un peu plus de la moitié de la population totale mais deux travailleurs sur trois sont des hommes.

Au sein de la population féminine en effet seulement 35,5 % de femmes peuvent être considérées comme « actives » selon les critères de l'époque, c'est-à-dire qu'elles ont été affectées d'une dénomination autre que « sans-profession », mais qui englobe des catégories discutables comme propriétaires, rentières ou religieuses. Le taux d'activité masculin selon les mêmes critères est, lui, de 71 %. En d'autres termes, plus des deux tiers des hommes sont des actifs contre à peine plus d'un tiers des femmes. Mais, pour celles-ci, les chiffres sont sous-évalués car celles qui pratiquent une activité temporaire ou qui aident leur mari dans son travail sont considérées à l'époque comme n'exerçant aucune profession.

C'est particulièrement vrai dans le secteur agricole qui a certes diminué dans l'agglomération du fait de l'intense urbanisation du Second Empire mais qui reste important, la commune de Marseille étant encore à l'époque en grande partie rurale. Or, seules 1,7 % des femmes dites actives sont recensées dans ce secteur primaire où l'on sait que l'appoint permanent ou saisonnier du travail féminin est indispensable. Il l'est aussi dans les secteurs secondaire et tertiaire, dans l'artisanat et la boutique où mari et femme travaillent souvent côte à côte.

En dépit de cette sous-évaluation, le commerce constitue toujours le principal secteur d'activité des femmes (près de 30,3 %), mais il ne devance que de peu la domesticité (29,1 %) qui a gagné neuf points depuis 1851. L'embourgeoisement d'une partie de la société marseillaise, lié à l'enrichissement de la place, est responsable de cette inflation des services domestiques qui constitue un des premiers critères de l'entrée en bourgeoisie. Et la domesticité bourgeoise, à la différence de la domesticité nobiliaire est, on le sait, à dominante féminine.

La part de l'industrie, qui intègre il est vrai l'artisanat, est en très nette progression : vingt points de mieux par rapport à 1851. C'est le troisième pôle d'emploi féminin (avec 22,3 %), ce qui compense à peu près la vingtaine de points perdus par le secteur agricole et reflète bien la profonde modification des structures économiques de la ville depuis plusieurs décennies.

Viennent, loin derrière, les propriétaires et rentières (12,12 %). Il n'est pas aberrant de les considérer comme « actives », en reprenant les critères de

répartition socioprofessionnelle de l'époque, car elles interviennent dans la vie économique par le placement ou l'investissement de leurs capitaux, (souvent modestes chez les rentières, plus importants chez les propriétaires). Certaines, qui appartiennent au monde des affaires, possèdent des parts de commandite ou des actions de sociétés. À Marseille où la structure familiale de l'entreprise l'emporte dans le négoce, l'armement et l'industrie, le cas est fréquent. D'autres investissent dans l'immobilier; par exemple, dans le quartier populaire de la Viste, des maisons à deux ou trois étages, divisées en appartement sont louées à des ménages modestes. La maison « baronne de Gissac », rue de la Scierie, loge ainsi près de 300 personnes et occupe sept pages et demi du registre lors du recensement de 1911. D'autres encore vivent surtout de leurs créances: elles jouent alors, comme certains négociants, le rôle de « disposeurs », nom donné à l'époque à ceux qui disposent de liquidités et acceptent de les prêter contre intérêt à des particuliers, palliant ainsi l'insuffisance du système bancaire traditionnel.

À ces différents postes, il faut ajouter 1922 religieuses (2,6 %) réparties en une quarantaine de couvents. S'il existe quelques ordres contemplatifs, beaucoup sont des congrégations de vie active: elles assument, souvent gratuitement, des fonctions de soin, d'assistance et d'éducation, fonctions génératrices dans l'avenir de nombreux métiers féminins.

Relevons enfin la présence d'environ 700 employées dont 26 dames des postes (mais l'annuaire des postes, lui, en recense 81), de 661 enseignantes et de 280 sages-femmes, toutes professions appelées à connaître un grand développement au siècle suivant.

La répartition de la population par catégories socioprofessionnelles permet d'affiner l'analyse. Dans l'industrie, les femmes sont à 95 % ouvrières ou employées; elles le sont à 62,4 % dans le commerce où les patronnes de magasins sont un peu plus nombreuses; si l'on y ajoute la masse des domestiques, c'est près de sept femmes actives sur dix qui appartiennent à des catégories subalternes et peu rémunérées.

PORTRAIT D'UNE VILLE AU FÉMININ

Ces données quantitatives, bien qu'un peu rébarbatives permettent cependant de dessiner le portrait d'une ville au féminin qui s'inscrit souvent en négatif par rapport à l'image que l'on se fait habituellement de la cité. C'est une idée que j'avais déjà avancée en 1991 et sur laquelle j'aimerais revenir pour terminer.

L'image de Marseille au XIX^e siècle est celle d'une ville bruissante de travail autour de son port et de ses usines. Or les femmes participent moins que les hommes à cette activité, du moins à celle qui est visible, car nous savons bien qu'au foyer où l'on veut les cantonner, elles assument nombre de tâches ménagères et éducatives. Mais ces travaux non quantifiables et bénévoles sont de ce fait dévalués; ce qui revient, comme l'écrit Michèle Perrot, «à nier l'immense travail non payé des femmes au foyer». Dire cela est aujourd'hui une évidence; ça ne l'était pas il y a encore une quarantaine d'années, avant que les femmes n'investissent massivement le marché du travail et que les tâches domestiques auparavant bénévoles ne soient confiées à des salariées, personnel de maison ou gardiennes d'enfants, ce qui leur a, de ce fait, conféré reconnaissance et visibilité. Au XIX^e siècle, le contraste est grand entre les hommes majoritairement actifs et les femmes majoritairement «inactives».

Contraste aussi entre le monde des négociants et celui des marchandes. Marseille au XIX^e siècle, c'est le grand négoce international et ses dérivés, la banque, l'industrie, l'armement, toutes activités qui font sa richesse et qui sont essentiellement masculines. Les femmes ne représentent que 5,8 % de ces catégories, ce qui n'est d'ailleurs pas si mal et prouve que certaines, veuves le plus souvent, ont pu transcender leur condition et s'affirmer dans ce domaine, comme Madame Noilly-Prat qui dirige une importante affaire de spiritueux et accumule une fortune considérable⁸. Mais si le négociant est un homme, le marchand, une fois sur deux, est une femme. Dans ce domaine la diversité est extrême. Quelques-unes sont de redoutables femmes d'affaires comme les *cacanes*, ces dames de la Halle aux poissons qui règnent sur tout un peuple de revendeuses et aussi de pêcheurs. D'autres tiennent avec une commise des magasins plus modestes dans le commerce de détail: elles sont plus de 20 000 en 1891. Il faut aussi compter avec tous les petits commerces ambulants si fréquents dans les villes à cette époque; certaines comme la marchande de brousse ou de limaçons ou encore les bouquetières sont devenues des figures emblématiques de la ville, dont rendent bien compte la littérature comme l'iconographie.

Marseille est aussi une grande ville ouvrière. La diversité des industries marseillaises offre aux femmes comme aux hommes de multiples emplois. Mais ce ne sont pas les mêmes. Les femmes travaillent souvent à l'emballage dans les savonneries, les fabriques de bougies et de vermouth ou à la manutention dans les tuileries. Les plus gros employeurs sont cependant l'industrie de l'habillement qui occupe plus de la moitié d'entre elles. Mais on peut se demander combien d'ouvrières en chambre échappent à la statistique.

8. AFV (dir. E. Richard), *Noilly-Prat à Marseille*, Marseille, 2005.

Aussi, alors que les hommes se disent souvent ouvrier en ajoutant parfois une spécialité, beaucoup de femmes se qualifient elles-mêmes de journalières, ce qui traduit un travail précaire et peu qualifié. Dans le 2^e canton de Marseille cette dénomination est quatre fois plus fréquente que celle d'ouvrière ce qui accuse un nouveau contraste entre les travaux des femmes et les métiers des hommes.

Enfin, il est des espaces où la dominante féminine est en totale opposition avec les caractéristiques masculines. C'est le cas, par exemple du quartier du Palais de justice sur lequel j'ai réalisé avec Roland Caty une étude à partir du recensement de 1866⁹. C'était un haut lieu de la grande bourgeoisie d'affaires de l'époque dont témoignent encore de beaux hôtels particuliers. Pourtant ce territoire était plus féminin que masculin (les femmes représentaient 58,6 % de la population totale) et l'activité féminine dominante était en contraste total avec celle des hommes : on y comptait un important pourcentage d'inactives, peu de femmes d'affaires, quelques propriétaires mais toute une armée de domestiques, spécialisées ou non, bonnes à tout faire mais aussi nourrices ou gouvernantes. Évoquant ce quartier, Horace Bertin ne voit qu'elles : « sur les balcons des femmes de chambre, le balai à la main..., aux fenêtres des domestiques qui secouent des tapis... à tour de bras, sur le seuil des femmes qui frottent, dos baissé, d'autres qui sortent des corridors et viennent vider des baquets d'épluchures ; à l'heure du laitier, cuisinières, bonnes, femmes de chambre descendent et s'accroupissent sur une marche d'escalier ». Dans cet espace qui regroupe une grande part de l'élite économique (masculine) de la ville, ce sont les femmes qui imposent leur marque à la fois démographique et professionnelle. Bel exemple donc du caractère subversif de l'histoire au féminin.

Un mot pour finir, afin de replacer ce flash à la fin du XIX^e siècle dans une plus longue durée historique. Une période s'achève. Le recensement de 1960 que j'ai aussi étudié montre que, sept décennies plus tard les choses ont peu changé quantitativement : les femmes ne représentent toujours qu'un travailleur sur trois. En revanche les changements sont considérables sur le plan qualitatif : ce qui s'amorçait en 1891 s'accroît à la fin du siècle et dans la première partie du suivant, avec l'arrivée des femmes dans de nouveaux métiers du tertiaire, de la dactylo à l'infirmière, au professeur, à la doctoresse ou à l'avocate. Mais ce n'est qu'à partir des années 1970 que s'amorce un bouleversement décisif, avec l'entrée massive des femmes sur le marché du travail.

Éliane RICHARD

9. R. CATY et E. RICHARD, « Le Quartier du Palais de Justice », *Revue Marseille*, n° 175, 1995, p. 60-64.





